

Les effets de la crise économique sur les marchés du travail européens

Pasquale TRIDICO*

Résumé. *L'auteur évalue le comportement des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne face à la crise au moyen d'un indice de gestion de la crise qui combine leurs résultats en matière de PIB et de marché du travail. Il conclut que ceux qui ont le mieux réussi partagent un modèle d'économie de marché coordonné associant des politiques économiques et des institutions sociales qui les ont aidés à stabiliser leurs niveaux de consommation et de demande globales. En outre, leurs marchés du travail ne sont pas flexibilisés, ce qui a permis de maintenir un certain niveau d'emploi.*

La crise qui a débuté dans le secteur financier aux Etats-Unis en 2007 s'est rapidement étendue à l'économie mondiale, affectant pratiquement tous les secteurs d'activité et tous les marchés du travail (Posner, 2009; Nations Unies, 2009; OCDE, 2010), avec chômage de masse aux Etats-Unis et en Europe (Krugman, 2008; Wolff, 2010). De nombreux pays membres de l'Union européenne n'ont pas encore retrouvé leur niveau de PIB après la chute moyenne de 4,2 pour cent qu'ils ont connue en 2009. Depuis, leur PIB stagne et leur chômage n'a pas baissé (Fitoussi et Stiglitz, 2009; Barba et Pivetti, 2009; Fitoussi et Saraceno, 2010). A cela s'ajoutent d'autres problèmes comme de faibles niveaux de consommation et d'investissement privé, un défaut de liquidité bancaire, un manque de confiance et des anticipations négatives sur les marchés financiers et de la part des banques et des investisseurs, ainsi que des dettes et déficits publics élevés.

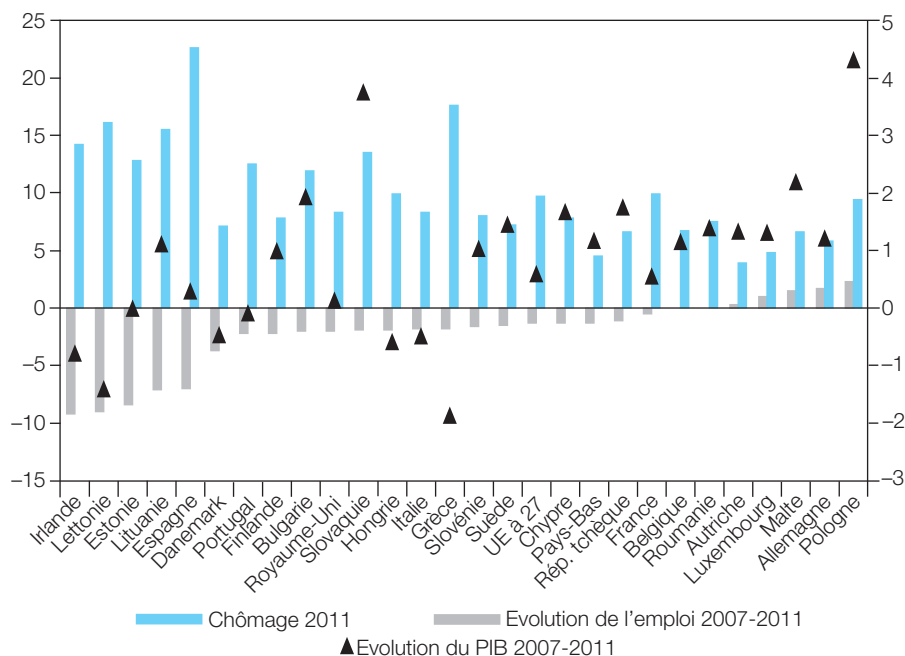
* Université de Roma Tre, courriel: Tridico@uniroma3.it. La version originale de cet article a été rédigée à l'automne 2011 lorsque l'auteur était chercheur en visite à l'Université de Paris VIII, avec le soutien financier de la Coopération européenne en science et technologie (COST Action ISO902). L'auteur remercie les professeurs Esther Jeffers, Charles Dannreuther, Oliver Kessler, Marco Raberto ainsi que les chercheurs du réseau COST pour leur soutien et leurs commentaires; il remercie également Marina Capparucci, Giorgio D'Agostino, Antonella Mennella et Anna Giunta pour leurs commentaires sur une version antérieure relative à un document de travail du département d'Economie de l'Université de Roma Tre; enfin, il remercie les évaluateurs anonymes de la *Revue internationale du Travail* et Mark Lansky pour leurs suggestions.

Les articles paraissant dans la *RIT*, de même que les désignations territoriales utilisées, n'engagent que les auteurs, et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

Les marchés du travail de l'Union européenne ont été diversement affectés par la crise, sans que cela reflète nécessairement les résultats des pays en termes de PIB. Dans certains pays, où les institutions sociales et les syndicats sont forts, le chômage n'a pas augmenté de façon spectaculaire et le coût social de la crise a été moins élevé. Cela vaut pour la Pologne et Malte qui, de fait, ont connu les plus fortes croissances entre 2007 et 2011, mais aussi pour l'Autriche, l'Allemagne et le Luxembourg, malgré une croissance plus modeste sur la période. Sans surprise, dans les pays où la flexibilité du travail est accentuée, le chômage a augmenté très fortement, même au Danemark, en Finlande et en Suède, pays qui ont adopté le modèle dit de flexicurité. Au cours de la dernière décennie, l'emploi a chuté et le chômage a atteint des niveaux historiques, autour de 7 pour cent. Toutefois, les pires résultats en matière de chômage et d'emploi s'observent dans les pays qui ont suivi un modèle fondé sur la seule flexibilité, comme l'Espagne, l'Estonie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie et le Royaume-Uni (voir figure 1).

Ce tableau diversifié reflète des différences d'élasticité de l'emploi par rapport au PIB. L'élasticité négative est comparativement élevée en Espagne, en Estonie, en Irlande, en Lituanie, au Portugal et au Royaume-Uni où le PIB et l'emploi ont chuté. Viennent ensuite la Bulgarie, Chypre, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et

Figure 1. Emploi, chômage et croissance du PIB (vingt-sept pays et UE à 27), 2007-2011



Source: calculs de l'auteur à partir des données d'Eurostat.

la Suède, où l'emploi a chuté plus fortement, mais pas le PIB. L'Autriche, le Luxembourg, Malte et la Pologne sont les pays qui ont le mieux réussi (avec l'Allemagne): ces quatre pays ont connu une croissance du PIB relativement plus forte que celle de l'emploi. L'Allemagne étant un cas à part, avec une croissance de l'emploi plus élevée que celle du PIB. Cela souligne l'importance de la complexion du travail en Allemagne et du rôle stratégique des syndicats dans ses relations professionnelles.

Parmi les vingt-sept pays membres de l'Union européenne, la Pologne est le seul pays qui n'a connu aucune année de récession au cours de la période 2007-2011. Huit pays sont passés par ce que l'on a appelé une récession en W (à double creux), avec deux années de récession: Espagne, Estonie, France, Italie, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni et Suède. La Grèce, l'Irlande et la Lettonie ont connu des récessions à plusieurs creux, tandis que les autres pays de l'Union européenne ont vu leur PIB se contracter une année, en 2009. Les pires situations en termes de durée et d'intensité de la récession ont été observées dans les groupes de pays suivants:

- les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) où les économies sont petites et ouvertes, fortement dépendantes de l'extérieur, avec des déficits extérieurs élevés;
- les pays anglo-saxons (Irlande et Royaume-Uni) qui ont des économies capitalistes concurrentielles, avec une forte exposition financière, des marchés du travail très flexibles de fortes inégalités et un faible niveau de dépenses publiques dans les politiques sociales;
- les pays d'Europe méridionale (Espagne, Grèce, Italie et Portugal) qui combinent les caractéristiques des deux groupes qui précèdent.

Le Danemark, la Finlande et la Suède ont été aussi fortement affectés par la crise, très probablement parce que leurs marchés du travail flexibles ont permis aux entreprises de licencier avec une relative facilité lors des récessions, ce qui a exacerbé les effets de la crise sur l'emploi. Toutefois, leur forte position initiale en termes de PIB, leurs politiques actives et passives du marché du travail et leur système de protection sociale ont aidé à contenir les coûts sociaux et humains de la crise. Ces facteurs leur ont aussi permis de se redresser plus rapidement.

Dans les pays d'Europe méridionale, la crise économique a généralement été aggravée par les problèmes structurels que sont une faible productivité, un manque d'innovation, le poids du secteur immobilier et le niveau élevé de la dette publique. En outre, de médiocres politiques du marché du travail, de fortes inégalités et une flexibilisation intense des marchés du travail lors de la dernière décennie ont réduit la capacité de consommation intérieure de ces pays, ce qui a rendu la demande globale plus instable qu'ailleurs dans l'Union européenne, avec des pressions déflationnistes qui ont encore aggravé la crise.

Dans ce contexte, nous considérons ici les performances des pays membres de l'Union européenne en termes de PIB et de résultats sur le marché du travail, en vue d'établir un classement fondé sur un indice de gestion de la crise (IGC) et

d'identifier les pays qui ont le mieux réussi (les sept premiers sont l'Autriche, le Luxembourg, l'Allemagne, Malte, la Pologne, les Pays-Bas et la Belgique) et ceux qui s'en sont le moins bien sortis (les sept derniers étant l'Espagne, la Grèce, la Lettonie, la Lituanie, l'Irlande, l'Estonie et le Portugal)¹. Cette division en deux catégories nous aide à comprendre pourquoi certains ont réussi et d'autres non, en mettant en évidence les caractéristiques des uns et des autres.

La suite du présent article est organisée en trois parties. Dans la première, nous présentons notre indice de gestion de la crise et, à partir d'une série de dix hypothèses, nous examinons les corrélations entre plusieurs variables (par exemple, protection de l'emploi, financiarisation, taux de syndicalisation) et l'IGC des sept pays qui ont le mieux ou le moins bien réussi face à la crise. Dans la deuxième, nous testons un modèle explicatif du classement en fonction de l'IGC, avant de conclure dans la dernière partie.

L'indice de gestion de la crise: mesurer l'impact de la crise

Pour évaluer la gravité de la crise et effectuer une comparaison entre pays, nous avons conçu un indice, l'IGC, qui permet d'évaluer simultanément les résultats du pays en termes de PIB (récession et reprise) et en termes de résultats sur le marché du travail (emploi, chômage et productivité du travail). Un tel indice évite les biais et les distorsions dans l'évaluation des résultats des pays, par exemple une faible récession, mais avec de très mauvais résultats en termes de chômage ou d'emploi. Les Etats-Unis constituent un cas particulier à cet égard: malgré une récession relativement modérée par rapport à celle qu'ont connue les pays d'Europe, en termes de contraction du PIB entre 2007 et 2011, leurs résultats sur le marché du travail ont été bien pires (Tridico, 2011).

La valeur de l'IGC est fixée en fonction de la dynamique des résultats du pays en matière de PIB, d'emploi, et de chômage, et des effets d'élasticité de l'emploi, sur la période 2007-2011. Dans la mesure où les trois premières variables rendent compte d'effets agrégés corrélés, nous n'avons utilisé qu'une seule d'entre elles, le chômage, que nous combinons avec la variable élasticité, ce qui donne $IGC = U + g/n$ (voir tableau 1). Cela permet aussi d'éviter toute colinéarité dans la construction de l'indice.

L'utilisation d'un tel indice est relativement nouvelle dans la théorie. Toutefois, la construction est fondée sur une forte intuition empirique et sur une méthode de comparaison identique pour les vingt-sept pays membres de l'Union européenne. Dans la mesure où cet indice n'a pas vocation de fournir un cadre théorique d'analyse général pour tous les pays du monde, il nous

¹ Ce groupe aurait pu être étendu pour comprendre la plupart des autres pays membres de l'Union européenne dont les IGC sont très médiocres pour la période 2007-2011 (Bulgarie, Hongrie, Italie, Royaume-Uni, etc.), mais dans la mesure où nous avons considéré seulement les sept pays ayant le mieux réussi, nous prenons aussi en considération les sept pays qui se situent en bas de l'échelle, pour des raisons de cohérence.

Tableau 1. Indicateurs utilisés pour construire l'Indice de gestion de la crise (IGC)

Pays	Variation du PIB (g) 2007-2011	Variation de l'emploi (n) 2007-2010	Chômage (U)2011	Elasticité par rapport à l'emploi/ productivité du travail* g/n	IGC = U + g/n
Sept premiers pays					
Autriche	1,30	0,3	-3,9	4,33	0,43
Luxembourg	1,28	1	-4,8	1,28	-3,52
Allemagne	1,18	1,7	-5,8	0,69	-5,11
Malte	2,16	1,5	-6,6	1,44	-5,16
Pologne	4,90	2,3	-8	2,13	-5,87
Pays-Bas	1,14	-1,3	-5	-0,88	-5,88
Belgique	1,12	0	-6,7	0	-6,70
Danemark	-0,50	-3,7	-7,1	0,14	-6,96
Roumanie	1,36	0	-7,5	0	-7,50
Italie	-0,52	-1,8	-8,3	0,29	-8,01
Suède	1,42	-1,5	-7,2	-0,95	-8,15
République tchèque	1,72	-1,1	-6,6	-1,56	-8,16
Finlande	0,96	-2,2	-7,8	-0,44	-8,24
Royaume-Uni	0,10	-2	-8,3	-0,05	-8,35
Slovénie	1	-1,6	-8	-0,63	-8,63
Chypre	1,64	-1,3	-7,8	-1,26	-9,06
Hongrie	-0,62	-1,9	-9,9	0,33	-9,57
France	0,52	-0,5	-9,9	-1,04	-10,94
Bulgarie	1,90	-2	-10,9	-0,95	-11,85
Slovaquie	3,72	-1,9	-10,4	-1,96	-12,36
Sept derniers pays					
Portugal	-0,12	-2,2	-12,5	0,05	-12,45
Estonie	-0,04	-8,4	-12,8	0	-12,80
Irlande	-0,82	-9,2	-14,2	0,09	-14,11
Lituanie	1,08	-7,1	-15,5	-0,15	-15,65
Lettonie	-1,44	-9	-16,1	0,16	-15,94
Grèce	-1,90	-1,8	-17,6	1,06	-16,54
Espagne	0,26	-7	-22,6	-0,04	-22,64

* Une valeur > 1 indique que le PIB croît plus que l'emploi; une valeur comprise entre 1 et 0 indique que la croissance (ou la chute) de l'emploi est plus forte que celle du PIB. Une valeur négative indique que l'emploi a chuté malgré une augmentation du PIB. Cet indicateur peut être considéré comme une mesure dynamique de la productivité du travail. Son inverse est un indicateur de l'élasticité de l'emploi par rapport aux variations du PIB.

Source: calcul de l'auteur à partir des données d'Eurostat.

autorise à effectuer des comparaisons entre les vingt-sept pays membres de l'Union européenne et, par conséquent, à établir un classement fondé sur une analyse cohérente de chaque situation nationale.

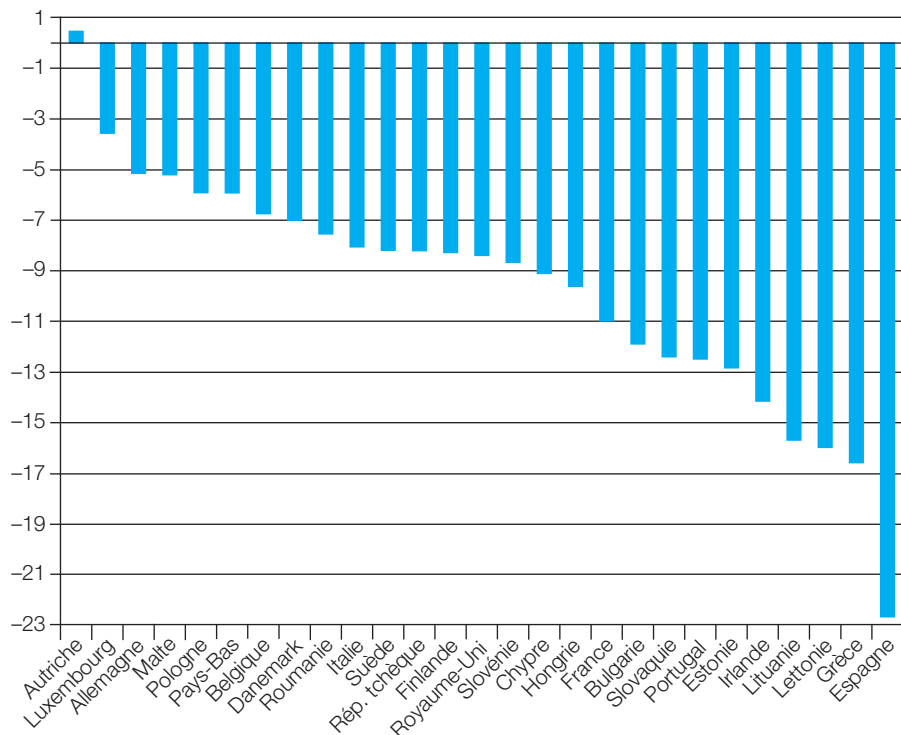
Les valeurs de l'IGC vont de 0,43 pour l'Autriche à -22,64 pour l'Espagne (dernière colonne du tableau 1). Les sept premiers pays sont l'Autriche,

le Luxembourg, l'Allemagne, Malte, la Pologne, les Pays-Bas et la Belgique, les sept derniers le Portugal, l'Estonie, l'Irlande, la Lituanie, la Lettonie, la Grèce et l'Espagne, avec des valeurs allant de $-22,64$ à $-12,45$. La figure 2 montre les valeurs de l'IGC pour les vingt-sept pays, avec leur classement.

Pourquoi les pays ont-ils des résultats si différents? Pourquoi ceux qui réussissent le moins bien ont-ils de si mauvais résultats? Qu'est-ce qui fait la réussite des pays les mieux classés, parmi lesquels ne figurent d'ailleurs pas les pays nordiques? Pour répondre à ces questions, nous avons analysé les corrélations avec un certain nombre de variables et mis au point un modèle qui estime l'IGC à partir des hypothèses qui suivent.

Premièrement, la flexibilité du travail a accentué les variations des niveaux de l'emploi et du chômage durant la crise, car les pays à plus forte flexibilité présentaient des élasticités de l'emploi plus élevées par rapport aux contractions du PIB. Deuxièmement, les inégalités sont particulièrement néfastes durant la crise, car elles amoindrissent les possibilités de revenu de la classe moyenne, ce qui affaiblit la consommation et déstabilise la demande globale, avec des effets négatifs sur le niveau du PIB. Troisièmement, la dépendance vis-à-vis des banques étrangères aggrave l'instabilité financière,

Figure 2. L'indice de gestion de la crise, 2007-2011

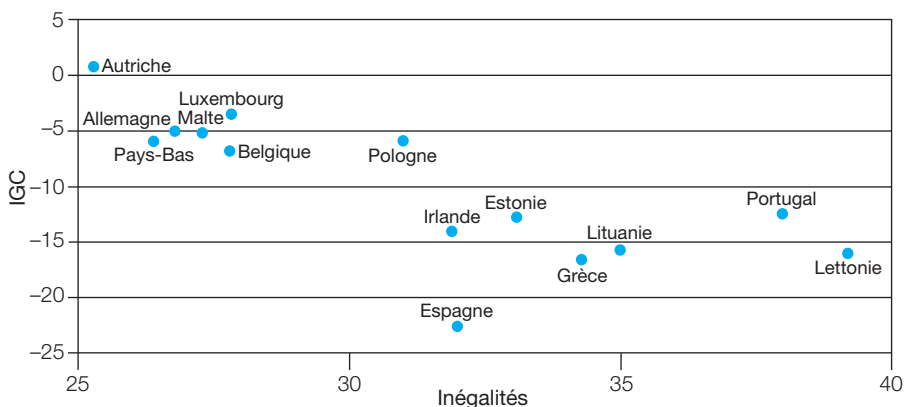


parce que le capital étranger est le premier à quitter un pays en cas de crise, laissant ce dernier exposé au risque de manque de liquidité et d'investissements, ainsi qu'à d'autres conséquences négatives pour le PIB. Quatrièmement, plus le poids du secteur immobilier dans l'économie est important, plus grave est l'impact de la crise sur le PIB, car ce secteur et, par extension, celui de la construction, sont les premiers touchés par la crise financière, avec des conséquences dramatiques sur l'emploi étant donné que la construction est un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, comme on l'a vu en Espagne. Cinquièmement, les politiques actives du marché du travail sont très importantes pour le redressement du PIB dans la mesure où l'éducation et la formation professionnelle peuvent aider les travailleurs dans leur transition vers d'autres secteurs de l'économie, avec des effets favorables sur le niveau de l'emploi. Sixièmement, les syndicats sont des institutions sociales essentielles pour faire face aux risques de panique et de manque de confiance qui apparaissent lors d'une crise: un syndicalisme fort qui maintient des niveaux élevés d'emploi, aux dépens des profits des entreprises, contribue, au niveau macroéconomique, à limiter les effets négatifs de la crise sur la consommation, la demande globale et le PIB, tandis que, dans le cas contraire, les entreprises auraient tendance à recourir aux licenciements de masse, à céder aux pressions inflationnistes et à s'engager dans une spirale récessionniste. Septièmement, les politiques passives du marché du travail sont essentielles, car elles constituent des stabilisateurs automatiques qui évitent l'effondrement de la consommation et de la demande globale qui auraient pour effet un nouveau déclin du PIB. Huitièmement, un niveau élevé de crédit est un mauvais signe, notamment si le niveau d'épargne est assez bas, comme c'était le cas aux Etats-Unis, par exemple: lorsque la bulle explose, les conséquences négatives pour le secteur financier et bancaire peuvent être désastreuses. Neuvièmement, sur le long terme, un faible niveau d'épargne est néfaste, car l'investissement doit être soutenu pour entraîner la croissance économique. Dixièmement, la financiarisation de l'économie peut affecter négativement la croissance à long terme: un régime de croissance tiré par la finance peut fonctionner à court ou moyen terme grâce au crédit à la consommation et aux investissements financiers (comme cela s'est passé aux Etats-Unis dans les vingt années qui ont précédé 2007), mais, sur le long terme, cela peut engendrer un excès de production, une instabilité de la demande globale et des pressions déflationnistes à cause du besoin d'épargne et d'investissement dans l'économie réelle.

Dans notre modèle, la variable dépendante sera l'IGC et les variables indépendantes découleront des dix hypothèses ci-dessus. A ce stade de l'analyse, toutefois, les variables considérées sont:

- *les inégalités*, exprimées par le coefficient de Gini en 2007;
- *la législation sur la protection de l'emploi*, exprimée par l'indicateur de rigueur de la législation sur la protection de l'emploi de l'OCDE pour 2008 qui mesure le degré de protection des travailleurs par la législation

Figure 3. Indice de gestion de la crise et inégalités



Source: calculs de l'auteur.

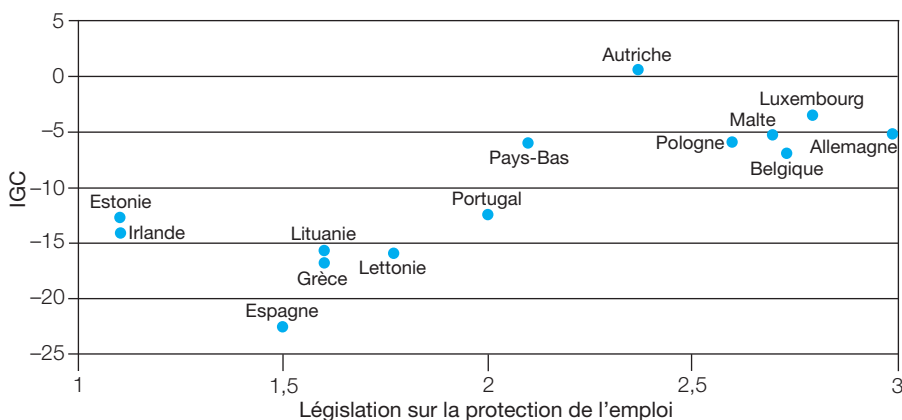
nationale en matière de contrat de travail régulier, de contrat de durée déterminée et de licenciement collectif avec, en regard, le degré de flexibilité du travail, c'est-à-dire la liberté pour les employeurs d'embaucher et de licencier (OCDE, 2004, chap. 2);

- *la financiarisation*, mesurée par la capitalisation boursière rapportée au PIB²;
- *les politiques actives et passives du marché du travail*, mesurées par les dépenses qui leur sont consacrées rapportées au PIB (2008);
- *l'épargne*, mesurée par le niveau d'épargne en 2008;
- *le taux de syndicalisation*, qui est égal au pourcentage moyen de salariés membres des syndicats entre 2006 et 2010.

Toutes les variables sont corrélées avec l'IGC et contribuent à expliquer le classement des pays selon cet indice. La figure 3 montre clairement que les sept pays les mieux placés, c'est-à-dire ceux qui ont les IGC les plus élevés, présentent les plus faibles degrés d'inégalité, tandis que les sept pays les moins bien placés se situent à l'opposé, avec les plus forts degrés d'inégalité. On peut observer un schéma identique à propos de la législation sur la protection de l'emploi. On notera que l'indicateur moyen a décliné de façon systématique au cours des deux décennies précédentes, ce qui reflète la flexibilisation générale du marché du travail (Tridico, 2009; Leon et Realfonzo, 2008; Nickell, 1997). Comme on le voit à la figure 4, les sept pays les mieux placés sont ceux qui ont la protection de l'emploi la plus rigoureuse, c'est-

² La capitalisation boursière est calculée comme le prix des actions multiplié par leur nombre pour les entreprises du pays enregistrées en bourse à la fin de l'année. Leur liste ne comprend pas les sociétés d'investissement, les fonds communs de placement et les autres instruments d'investissement collectif.

Figure 4. Indice de gestion de la crise et législation sur la protection de l'emploi



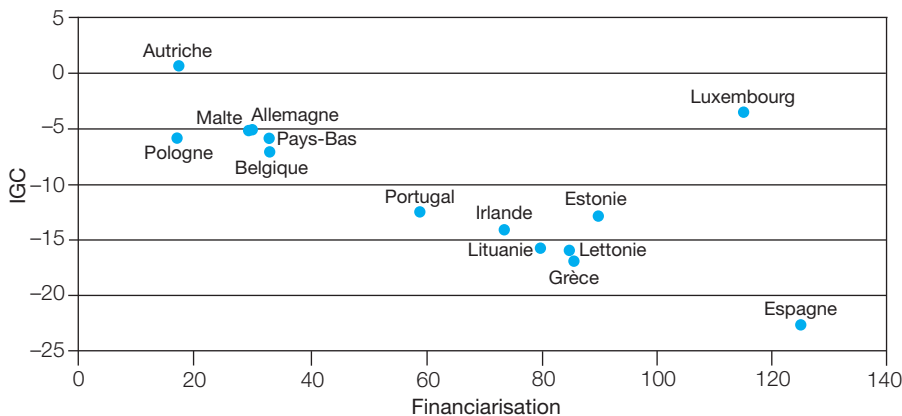
Source: calculs de l'auteur.

à-dire la moindre flexibilité du travail; c'est le contraire pour les sept pays les moins bien classés.

Il est intéressant de noter que la relation entre l'IGC et le degré de financiarisation de l'économie avant la crise, c'est-à-dire en 2006-07, donnent des résultats similaires; les sept pays les moins bien classées ont le degré le plus élevé de financiarisation, comme le montre la figure 5. Inversement, les sept pays les mieux placés auront les plus faibles degrés de financiarisation avec une exception, le Luxembourg.

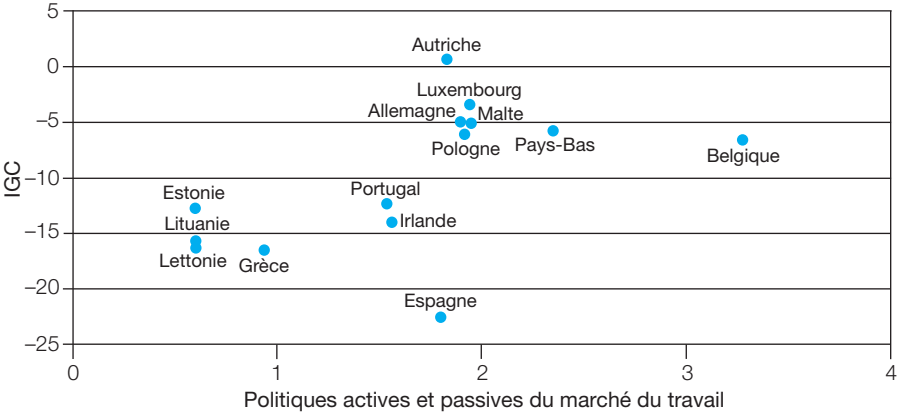
Comme on le voit à la figure 6, les politiques actives et passives du marché du travail donnent une configuration qui est cohérente avec l'hypothèse de leurs effets possibles. La Pologne fait exception (avec des dépenses relativement faibles dans les politiques du marché du travail), mais cela n'est pas

Figure 5. Indice de gestion de la crise et financiarisation



Source: calculs de l'auteur.

Figure 6. Indice de gestion de la crise et politiques actives et passives du marché du travail

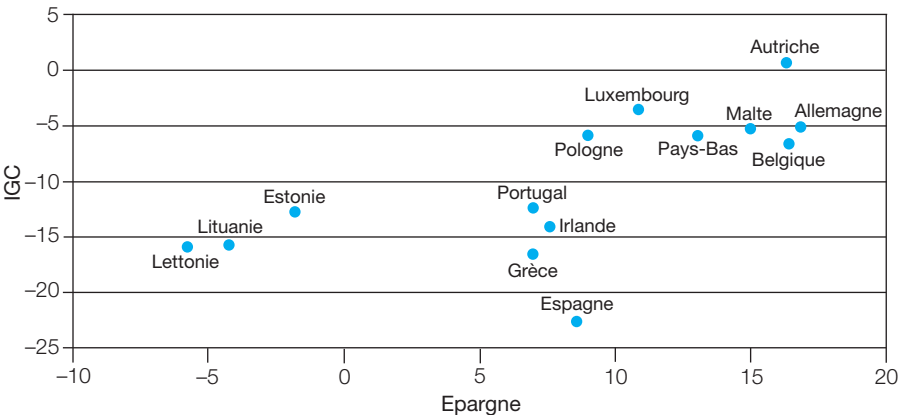


Source: calculs de l'auteur.

tout à fait surprenant, puisque l'hypothèse est que les politiques du marché du travail aident les pays à se remettre de la crise et que la Pologne n'a pas connu de récession durant la période considérée; en conséquence, elle n'avait pas autant besoin que les autres pays de l'Union européenne de recourir à ce type de politique. En Espagne, pays qui connaît le plus fort taux de chômage en Europe (autour de 20 pour cent), les politiques actives et passives du marché du travail devraient agir comme des stabilisateurs automatiques et ont été utilisées systématiquement durant la crise.

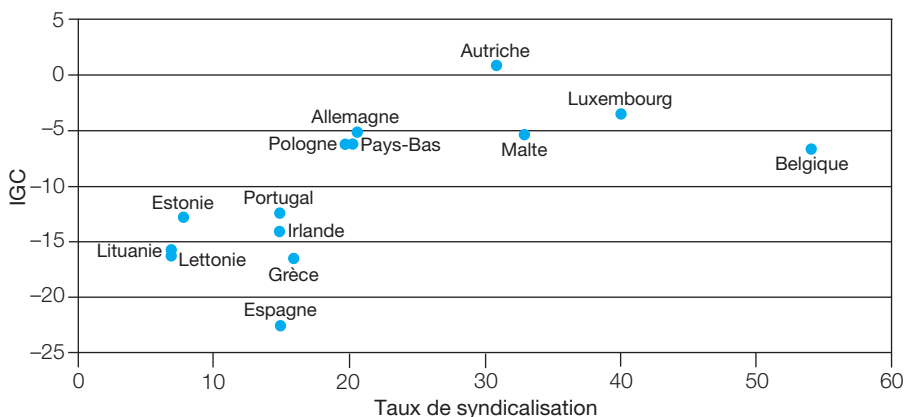
S'agissant du niveau d'épargne, supposé inhiber l'investissement et la croissance à long terme s'il est trop bas, la seule exception parmi les sept pays du bas du classement est l'Espagne, avec un taux d'épargne relativement élevé,

Figure 7. Indice de gestion de la crise et épargne



Source: calculs de l'auteur.

Figure 8. Indice de gestion de la crise et taux de syndicalisation



Source: calculs de l'auteur.

équivalent à celui de la Pologne, qui est le plus bas parmi les sept pays du haut du classement (figure 7). Le taux de syndicalisation apparaît à la figure 8 et ne donne lieu à aucune exception: les sept premiers pays sont ceux qui ont les plus forts taux de syndicalisation, ce qui aide à maintenir des niveaux élevés de demande globale et d'emploi.

Expliquer le classement selon l'IGC

A la lumière des hypothèses et corrélations qui précèdent, nous pouvons estimer un modèle explicatif de la valeur de l'IGC en fonction d'un certain nombre de variables:

$$CMI = C + B1 \times EPL - B2 \times TW - B3 \times Ineq + e$$

où C est la constante, EPL l'indicateur de rigueur de la législation sur la protection de l'emploi en 2008 (qui rend compte de la flexibilité du travail), TW le rapport entre l'emploi temporaire et l'emploi total en 2008, Ineq le coefficient de Gini pour 2008, et B1, B2 et B3 les coefficients respectifs de ces trois variables³.

³ S'agissant de la variable exprimant les inégalités, une clarification s'impose. D'une part, les inégalités peuvent être considérées comme un résultat, c'est-à-dire une conséquence des politiques. Dans cette perspective, il serait difficile de l'inclure dans une équation avec la législation sur la protection de l'emploi qui relève clairement des politiques. D'autre part, les inégalités constituent une variable qui reflète les politiques et les institutions dont, par conséquent, il est aisé de vérifier les effets (voir, par exemple, Alexander et Kumaran, 1992). Contrairement aux mesures plus complexes comme la croissance du PIB ou le chômage et l'emploi, qui sont clairement des résultats, les inégalités sont si directement liées aux politiques et aux institutions qu'elles peuvent être considérées comme un choix public, du moins comme une expression d'un choix public. De fortes inégalités équivalent à l'acceptation de certaines politiques et institutions. Pour citer Alexander et Kumaran (1992), les inégalités sont le résultat de valeurs qui tolèrent une mauvaise répartition des revenus. Dans ce sens, les inégalités, telles que nous les utilisons dans cette équation, sont non seulement les résultats, mais aussi un choix public, donc une politique.

Nous avons testé ce modèle de deux façons: premièrement, par une simple régression par les moindres carrés ordinaires, en prenant les valeurs moyennes de ces variables pour la période 2007-2011, et vingt-sept observations (c'est-à-dire les vingt-sept pays membres de l'Union européenne); deuxièmement, avec un modèle plus élaboré, selon la méthode des moindres carrés généralisés, avec des données de panel pour 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 et cent soixante-deux observations (soit vingt-sept fois les six années). Les résultats de ces deux analyses sont cohérents, robustes et statistiquement significatifs. Dans les deux régressions, les signes et la grandeur des coefficients mettent en évidence les mêmes effets. En outre, l'analyse de panel utilise une régression à effets aléatoires avec une variable fictive pour chaque année, et le test d'Hausman est employé pour vérifier la fiabilité des effets observés.

Le tableau 2 présente les résultats du modèle de régression par les moindres carrés généralisés, qui apparaît plus approprié que le modèle par

Tableau 2. Régression par les moindres carrés généralisés (données de panel)

Effets aléatoires		
Variable dépendante: IGC		
Variable	Coefficient (erreurs types)	Valeurs p
Protection de l'emploi	1,615307 (0,7324882)	0,027
Travail temporaire	-0,1578564 (0,0694321)	0,023
Inégalités	-0,2716993 (0,107862)	0,012
Constante	4,225772 (3,638554)	0,245
Année 2006	-0,5277289 (0,9971861)	0,597
Année 2008	-3,037997 (0,9973313)	0,002
Année 2009	-10,86284 (0,9978834)	0,000
Année 2010	-4,382909 (0,9970402)	0,000
Année 2011	-6,065116 (0,9974051)	0,000

Année 2007 abandonnée pour cause de colinéarité

R^2 (effets aléatoire) = 0,5610
 R^2 (variabilité interindividuelle) = 0,2293
 R^2 (variabilité globale) = 0,4880

Wald $\chi^2(8) = 170,93$; Prob > $\chi^2 = 0,0000$

Nombre d'observations = 162. Nombre de groupes = 27
 Panel 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011

Test d'Hausman (RE vs FE):

Ho: différence entre coefficients non systématique

$\chi^2(3) = (b - B)'[(V_b - V_B)^{-1}](b - B) = 20,75$

Prob > $\chi^2 = 0,0001$

H1 acceptée

Source: calculs de l'auteur.

les moindres carrés ordinaires, étant donné le nombre de variables en cause. Ces résultats, qui doivent être analysés avec les corrélations calculées dans la partie précédente, indiquent qu'une valeur supérieure de l'IGC est associée à une valeur supérieure de l'indicateur sur la protection de l'emploi (soit une moindre flexibilité du travail), une plus faible fréquence du travail temporaire et un moindre degré d'inégalités. Toutes ces variables sont fortement significatives (la plupart au seuil de 5 pour cent), comme le montrent les valeurs p qui figurent au tableau 2.

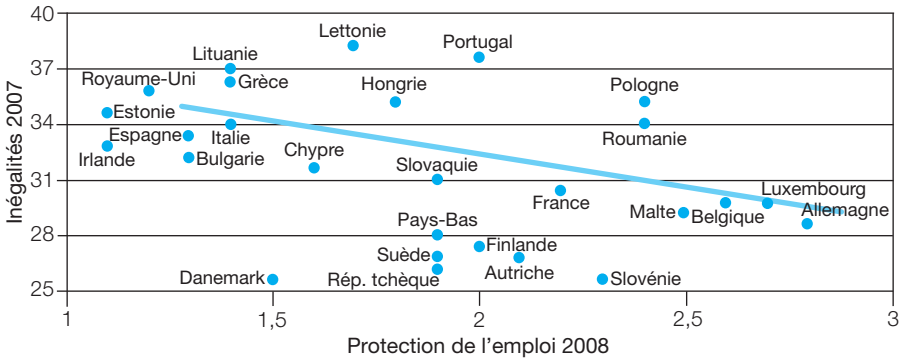
Ces résultats appellent à la réflexion sur la structure et le fonctionnement des marchés du travail et suggèrent une orientation pour les politiques menées. La flexibilité du travail est un facteur négatif qui contribue à aggraver les effets de la crise. Dans le même temps, les pays qui ont une plus forte fréquence du travail temporaire ont plus souffert de la crise et ont de moins bons indices de gestion de la crise. Les inégalités exacerbent aussi les effets négatifs de la crise, et les pays où les inégalités sont les plus fortes se classent moins bien en fonction de l'IGC. Dans une perspective keynésienne, l'explication relève presque de l'évidence: dans les sociétés où les inégalités sont plus fortes, les revenus et la consommation des classes moyennes sont contraints, ce qui affaiblit la demande globale, donc l'économie dans son ensemble.

La flexibilité du travail s'est accrue dans toute l'Europe ces dix ou quinze dernières années. Toutefois, l'Allemagne, Malte, le Luxembourg et quelques rares autres pays ont conservé des marchés du travail relativement rigides. Avec la Pologne et l'Autriche, ce sont ces pays qui ont le mieux réussi face à la crise économique. La flexibilité du travail réduit les coûts du travail aux dépens des salariés, c'est-à-dire des consommateurs. En dernier ressort, cela aggrave les inégalités et la demande globale, parce que la consommation diminue. À cet égard, il est intéressant de relever l'association inverse entre inégalités et indicateur de la législation sur la protection de l'emploi: plus ce dernier est faible (c'est-à-dire plus la flexibilité est grande), plus fortes sont les inégalités (voir figure 9). Confirmant le schéma déjà observé à cet égard, l'Allemagne et, d'une manière plus générale, les sept pays les mieux classés en fonction de l'IGC, sont ceux qui ont les législations sur la protection de l'emploi les plus rigoureuses (donc la moindre flexibilité) et les inégalités les plus faibles. Inversement, les pays qui ont le plus souffert de la crise – Espagne, Estonie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Portugal, Royaume-Uni et quelques autres – sont ceux qui ont les plus fortes inégalités et la plus faible législation sur la protection de l'emploi, donc la plus grande flexibilité.

L'expérience de la crise donne fortement à penser qu'une économie de marché coordonnée (ou corporatiste) pourrait être le modèle dont il faudrait s'inspirer pour réorienter la gouvernance internationale en sorte de prévenir les crises à venir (Pontusson, 2005; EuroMemo Group, 2010; Semmler et Young, 2010)⁴. Une telle gouvernance économique garantirait une voie de

⁴ Pour une étude comparative des marchés du travail corporatistes, voir l'article de Simon Sturn dans le présent numéro de la *Revue internationale du Travail*.

Figure 9. Inégalités et législation sur la protection de l'emploi



Source: calculs de l'auteur.

développement et d'accumulation plus stable, en atténuant le risque de retournement de cycles brutaux comme le montre Minsky (1986). Dans l'Union européenne, l'Allemagne et l'Autriche, notamment, offrent des exemples d'économie de marché coordonnée qui combinent les éléments fonctionnels d'une économie de marché concurrentielle – concurrence et investissement privé – et des systèmes de coordination du marché, comme la réglementation financière, des stratégies publiques d'investissement, un système de protection sociale et d'importants biens publics (Rochon et Rossi, 2010; Pitelis, 2010; Whelan, 2010).

Le Luxembourg, Malte et la Pologne peuvent aussi être considérés comme représentatifs du modèle socio-économique partagé par l'Allemagne et l'Autriche. Ces pays ont mieux géré la crise pour tous les indicateurs considérés ici. En revanche, les pays qui s'en remettent plus à une économie libérale de marché, comme l'Estonie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie et le Royaume-Uni sont parmi ceux qui ont le plus souffert durant la crise. Cela est aussi le cas des économies d'Europe méridionale (Espagne, Grèce, Italie et Portugal) qui ont fortement flexibilisé leur marché du travail au cours des quinze ou vingt dernières années, combinant ainsi des marchés du travail libéraux avec des politiques sociales inefficaces (Sapir, 2005). Les pays nordiques (Danemark, Finlande et Suède) ont aussi souffert de la crise, notamment en termes de réductions d'emploi, ce qui peut être attribué au marché du travail très flexible qui a été mis en place au cours de la décennie précédente. Bien que cette flexibilisation ait été combinée avec un modèle efficace de sécurité du revenu et de l'emploi, ainsi qu'un filet de sécurité sociale, l'emploi a fortement chuté durant la crise.

Conclusion

Dans le présent article, nous avons avancé que les pays de l'Union européenne qui s'en sont sortis relativement bien durant la crise économique de 2007-2011 sont ceux qui ont les marchés du travail les moins flexibles et qui ont ainsi

réussi à maintenir des niveaux d'emploi relativement stables. Ces pays ont pour caractéristique un dosage de politiques économiques et d'institutions sociales qui a permis de stabiliser leurs niveaux de consommation et de demande globale. Ils se distinguent aussi par des mécanismes de coordination, ainsi qu'une réglementation et un contrôle stricts des activités financières. Les pays de ce groupe sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et la Pologne.

Inversement, les pays qui ont obtenu les moins bons résultats durant la crise se caractérisent par des marchés du travail très flexibles associés à des inégalités fortes, une plus grande dépendance des banques étrangères ainsi que du secteur immobilier, des politiques du marché du travail moins efficaces, avec moins de dépenses, un faible taux de syndicalisation, un niveau élevé d'endettement privé, une forte financiarisation et un moindre niveau d'épargne. Ces pays sont l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie et le Portugal, suivis par l'Italie et le Royaume-Uni.

Il est clair que la première catégorie de pays peut être identifiée par un modèle d'économie de marché corporatiste ou coordonné, tandis que la deuxième correspond à un modèle d'économie de marché libéral ou hybride. Cela est confirmé par les résultats de la régression présentée ici : les pays de la première catégorie obtiennent de meilleurs résultats pour la gestion de la crise en raison de leur législation plus stricte sur la protection de l'emploi (c'est-à-dire une moindre flexibilité), de plus faible fréquence du travail temporaire et de moindres degrés d'inégalité.

Dans le contexte de l'Union européenne, toutefois, la situation politique est très complexe. Avec la crise grecque, les gouvernements de l'Union se sont tournés, de façon irrationnelle, vers des politiques restrictives et l'austérité budgétaire (Arestis et Pelagidis, 2010). L'objectif était de réduire les déficits. En janvier 2012, le Conseil européen a approuvé un nouveau traité budgétaire, le «pacte budgétaire», qui renforce les règles restrictives du pacte de stabilité en instaurant le principe d'un équilibre budgétaire structurel que les Etats membres doivent inscrire dans leur constitution nationale. Dans le cadre de ce pacte budgétaire, les pays dont la dette dépasse les 60 pour cent du PIB doivent limiter leur déficit budgétaire à 0,5 pour cent de celui-ci, et ceux dont l'endettement était inférieur à 60 pour cent du PIB voient leur déficit budgétaire plafonné à 1 pour cent. Cela ressemble plus à une réaction face aux crises espagnole, grecque, irlandaise et portugaise qu'à une décision rationnelle de soutenir la reprise économique (Arestis et Pelagidis, 2010).

Comme DeLong (2010) et d'autres l'ont souligné, des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, ou les Pays-Bas ont plus besoin de politiques d'expansion que de mesures d'austérité, de dépenser plus et d'imposer moins. De même, une institution forte agissant en qualité de prêteur de dernier ressort devrait être créée dans l'Union européenne, ou pour le moins dans la zone euro. Les plus grosses économies d'Europe, notamment celles de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, devraient accroître leur demande globale pour favoriser les importations en provenance des économies d'Europe méridionale

(Espagne, Grèce, Italie et Portugal) pour aider ces dernières à résorber leur déficit extérieur. Actuellement, ces déficits sont financés, de façon dangereuse, par les banques allemandes, françaises et britanniques qui achètent les obligations des pays du Sud de l'Europe. Mais, si ces pays venaient à ne pas pouvoir honorer leur dette, les banques du Nord se trouveraient à leur tour en défaut de paiement.

Enfin, l'Union européenne devrait s'attaquer aux racines de la crise actuelle, à savoir la flexibilisation des marchés du travail et l'inégalité de la répartition des revenus, qui affaiblissent la consommation et la demande globale. Il en va de même pour la financiarisation, qui a gagné de nombreuses économies de l'Union, ces deux dernières décennies, avec des effets négatifs sur la croissance économique. Il est évident qu'un régime de croissance mené par le crédit à la consommation n'est pas durable, parce que la stabilité de la croissance économique dépend in fine d'une demande globale soutenue par les investissements dans l'économie réelle et de la consommation qui en découle. Si ces investissements doivent être soutenus par le système financier, la consommation, elle, doit être tirée par les augmentations de salaire induites par les gains de productivité. Ce type de modèle de croissance peut être identifié dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et la Pologne, les sept pays qui s'en sont le mieux sortis durant la dernière crise économique.

Références

- Alexander, Kanjirathara Chandy; Kumaran, K. P. 1992: *Culture and development: Cultural patterns in areas of uneven development* (New Delhi, Sage Publications).
- Arestis, Philip; Pelagidis, Theodore. 2010: «The case against deficit hawks: Absurd austerity policies in Europe», *Challenge*, vol. 53, n° 6, novembre-décembre, pp. 54-61.
- Barba, Aldo; Pivetti, Massimo. 2009: «Rising household debt: Its causes and macroeconomic implications – a long-period analysis», *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33, n° 1, pp. 113-137.
- DeLong, Brad. 2010: «It is far too soon to end expansion», *Financial Times*, 19 juin, disponible à l'adresse <<http://www.ft.com/cms/s/0/f74bb844-9369-11df-bb9a-00144feab49a.html>> [consulté le 25 avril 2013].
- EuroMemo Group. 2010: *EuroMemorandum 2010/2011 – Affronter la crise: austérité ou solidarité*, résultats du 16^e atelier sur la politique économique alternative en Europe», 24-26 septembre (Rethymnon, Grèce), disponible à l'adresse <<http://www.euromemo.eu>> [consulté le 25 avril 2013].
- Eurostat. 2011: *Indicateurs structurels* (statistiques en ligne), disponibles à l'adresse <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/structural_indicators> [consulté le 25 avril 2013].
- Fitoussi, Jean-Paul; Saraceno, Francesco. 2010: *Inequality and macroeconomic performance*, Centre de recherche en économie de Sciences Po, document de travail de l'OFCE, OFCE/POLHIA n° 2010-13, juillet (Paris, OFCE).
- ; Stiglitz, Joseph. 2009: *The Shadow GN: The ways out of the crisis and the building of a more cohesive world*, Chair's Summary of the Rome meeting of 6-7 May (Rome, LUISS Guido Carli University).
- Krugman, Paul. 2008: *The return of depression economics and the crisis of 2008* (New York, W.W. Norton).
- Leon, Paolo; Realfonzo, Ricardo (directeurs de publication). 2008: *L'economia della precarietà* (Rome, Manifestolibri).

- Minsky, Hyman P. 1986: *Stabilizing an unstable economy: A Twentieth Century Fund report* (New Haven, Yale University Press).
- Nations Unies. 2009: *Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System* (New York).
- Nickell, Stephen. 1997: «Unemployment and labor market rigidities: Europe versus North America», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, n° 3, été, pp. 55-74.
- OCDE. 2010: *Perspectives économiques* (Paris).
- . 2004. *Perspectives économiques* (Paris).
- Pitelis, Christos N. 2010: «From bust to boom: An introduction», *Contributions to Political Economy*, vol. 29, n° 1, pp. 1-8.
- Pontusson, Jonas. 2005: *Inequality and prosperity: Social Europe vs. liberal America* (Ithaca, Cornell University Press).
- Posner, Richard A. 2009: *A failure of capitalism: The crisis of '08 and the descent into depression* (Cambridge, Harvard University Press).
- Rochon, Louis-Philippe; Rossi, Sergio. 2010: «Has 'it' happened again?», *International Journal of Political Economy*, vol. 39, n° 2, pp. 5-9.
- Sapir, André. 2005: *Globalisation and the reform of European social models*, Bruegel Policy Contribution, septembre (Bruxelles, Bruegel).
- Semmler, Willi; Young, Brigitte. 2010: «Lost in temptation of risk: Financial market liberalization, financial market meltdown and regulatory reforms», *Comparative European Politics*, vol. 8, n° 3, pp. 327-353.
- Tridico, Pasquale. 2011: *Varieties of capitalism and responses to the financial crisis: The European social model versus the US model*, Department of Economics Working Paper No. 129 (Rome, Université de Roma Tre).
- . 2009: «Flessibilità e istituzioni nel mercato del lavoro: dagli economisti classici agli economisti istituzionalisti», *Economia & Lavoro*, vol. 43, n° 1, pp. 113-139.
- Whelan, Karl. 2010: *Global imbalances and the financial crisis*, note préparée pour la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Direction générale des politiques internes (Bruxelles, Parlement européen).
- Wolff, Richard D. 2010: *Capitalism hits the fan: The global economic meltdown and what to do about it* (Northampton, Olive Branch Press).